



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240531-3105202473-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2024

Publication : 07/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 31 mai 2024 à 14h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

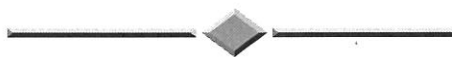
Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

Était excusé : Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 27 mai 2024



10 CONVENTION D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS DE PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Porté par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de la Ville de Rouen et le Département de Seine-Maritime, le CLIC des aînés propose chaque année un programme de prévention à la perte d'autonomie en faveur des rouennais âgés de plus de 60 ans afin d'anticiper les prémices du vieillissement et de favoriser le lien social.

Dans le cadre de la mise en place de ce programme, le CLIC bénéficiait depuis 2016 de subventions attribuées suite aux réponses à l'Appel à Projet publié chaque année par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (C.F.P.P.A.).

En 2024, le Département a souhaité modifier les modalités de financement des programmes de prévention à la perte d'autonomie. Les CLIC n'ont désormais plus la possibilité de répondre aux appels à projets de la C.F.P.P.A. Dans un souci d'harmonisation des financements attribués aux CLIC du territoire, les subventions sont désormais définies dans une convention annexée à la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) de chaque CLIC, signée pour deux ans.

DÉLIBÉRATIONS

L'objet de cette convention « d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention à la perte d'autonomie » est de définir les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien au programme d'actions mises en place par le CLIC en faveur de la prévention de la perte d'autonomie.

La présente convention propose pour 2024 et 2025 le financement de trois actions portées par le CLIC.

1. Le renouvellement du programme de prévention à la perte d'autonomie : la demande de subvention effectuée dans ce cadre concerne uniquement l'année 2025 pour un montant de 5090 €, le CLIC ayant perçu une subvention de 12.338 € en 2024.
Cette subvention a pour objet de financer les actions suivantes : 1 séance de marche rapide par mois, 1 séance mensuelle de Brain Gym, 7 séances annuelles de sophro-marche, 1 séance mensuelle de Brain Ball, 1 séance trimestrielle de réflexologie, 1 atelier alimentation et 1 atelier hydratation sur la période estivale. En parallèle, le CLIC poursuit ses actions avec l'A.S.P.T.T., l'A.S.R.U.C. et l'ensemble des partenaires intervenant initialement dans le cadre de ce programme de prévention. Pour l'année 2025, des demandes de financement ont été déposées directement par ces organismes auprès de la C.F.P.P.A. afin de poursuivre notamment le programme « marcher ou courir » proposant une séance hebdomadaire de marche sur les quais ou les séances de découverte multi-sports proposées pendant les vacances scolaires.
2. Le renouvellement du poste de travailleur social dédié à l'accompagnement des publics les plus fragiles (personnes âgées isolées, migrants vieillissants et personnes en situation de grande précarité) soit 50.963€ en 2024 et 53.163 € pour 2025.
3. Le programme de soutien aux proches aidants pour un montant de 3.790 € en 2024 et 3.790 € en 2025. Cette action permet la mise en place d'un accueil aidant/aidé au sein de l'accueil de jour de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Saint Joseph situé 2 rue de la Cage à Rouen lors des rencontres mensuelles organisées dans le cadre du groupe d'expression aux aidants familiaux. Il permet également l'organisation d'un stage annuel de bien-être en faveur de ce même public organisé sur la période estivale.

Il est demandé au Département une subvention globale de 54.753 € au titre de l'année 2024 et de 62.043 € au titre de l'année 2025.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie pour les années 2024 et 2025.

Ladite convention est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement,

DÉLIBÉRATIONS

VU la Délibération N°1.23 de la commission permanente du 22 mai 2023 autorisant le Président du Département à signer une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens avec le CLIC des Aînés de Rouen,

VU la Délibération N°1.5 de la commission permanente du 19 avril 2024 du Département de Seine-Maritime autorisant le Président du Département à signer la convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie,

Vu la Délibération du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 autorisant Monsieur le Président du C.C.A.S à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 conclue entre le CLIC et le Département,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère le CLIC des Aînés en lien avec le Département de Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT que le CLIC est lié au Département par une Convention d'Objectifs et de Moyens proposant la mise en œuvre d'un programme de prévention à la perte d'autonomie,

CONSIDÉRANT, que le financement de ce programme de prévention est désormais conditionné à la signature de ladite convention,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- AUTORISE Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie pour les années 2024 et 2025.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.